

Les crédits

Je pense qu'au lieu de n'avoir d'yeux que pour l'Amérique du Nord, le gouvernement devrait commencer à miser davantage sur d'autres régions du globe et mettre à profit nos ressources. Les petites et moyennes entreprises ont besoin de l'aide et de l'appui du gouvernement pour renouer ces liens. Ne serait-ce que par leur connaissance de la langue et de la culture, ils sont à même de nous donner accès à ces marchés en très peu de temps, ce qui nous procurerait le contrepoids nécessaire dans notre politique commerciale, renforçant notre confiance tout en nous plaçant dans une position plus solide dans nos échanges avec les États-Unis.

L'autre contrepoids que nous avons par rapport aux États-Unis est le fait que le Canada est le pays le plus riche en eau douce au monde, et ce n'est un secret pour personne en Amérique du Nord que les Américains vont finir par avoir besoin de notre eau.

Nous devrions nous assurer hors de tout doute que cette ressource ne fera jamais partie d'aucune entente de libre-échange que ce soit.

Je crois que ce serait rendre un très mauvais service aux Canadiens si notre position à ce sujet était vague.

J'appuie la motion de mon collègue, le député d'Etoibicoke-Nord. La confiance des Canadiens dans n'importe quelle sorte de négociations commerciales est tombée si bas que le gouvernement aura fort à faire pour raviver cette confiance.

• (1710)

M. Patrick Boyer (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député de Broadview—Greenwood pour dire qu'il est très important d'avoir des contrepoids, et je voudrais poursuivre la question avec lui.

Le député parlait de son emploi précédent à la société Magna. Je lui dirai qu'il y a une demi-heure à peine, je parlais avec M. Frank Stronach, qui est un chaud partisan des référendums au Canada, et il y a du gros nouveau à ce sujet. Mais je voudrais l'interroger à propos de l'époque où il travaillait au cabinet du premier ministre.

Quand le député nous parle aujourd'hui à la Chambre de contrepoids, il traduit certainement les propos, l'attitude et les idées du premier ministre Trudeau qui a

souvent parlé de créer des contrepoids. Je me rappelle avoir entendu le premier ministre Trudeau parler de l'importance de créer des contrepoids aux États-Unis dans nos relations commerciales. Son gouvernement devait négocier une entente spéciale avec la Communauté européenne. Le Canada devait forger de nouveaux dialogues selon un axe nord-sud, et nous devons bâtir ce genre de contrepoids.

En fin de compte, nous l'avons vu descendre sur la rampe et faire des pirouettes derrière Sa Majesté lors de certaines de ces conférences qui étaient censées porter sur les questions économiques et commerciales. Son gouvernement a institué une Commission royale sur les perspectives de développement du Canada qui, comme la plupart des commissions royales d'enquête, a coûté beaucoup d'argent et pris beaucoup de temps pour finir par nous dire ce qu'elle voulait nous faire connaître. Les recommandations venant de la commission royale créée par le premier ministre Trudeau ont été manifestement si convaincantes qu'elles ont amené le Parti conservateur à renverser sa position traditionnelle en matière de commerce avec les États-Unis sans aucun véritable débat interne au sein du parti.

Le député pourrait-il revenir à ses réflexions de l'époque où il travaillait pour son ancien patron et aux politiques du gouvernement Trudeau, avant que notre collègue d'une autre circonscription du Grand Toronto ne lui souffle ce qu'il doit dire, car il a si peu confiance dans le député de Broadview—Greenwood qu'il peut penser avoir à exécuter un numéro à la Charlie McCarthy. Je suis persuadé que le député de Broadview—Greenwood peut répondre sans que le député d'une autre circonscription du Grand Toronto ne lui souffle la réponse.

M. Mills: Je suis heureux que mon collègue de Etobicoke—Lakeshore ait eu une conversation aussi productive sur les référendums avec mon ancien employeur. Peut-être pourra-t-il demander à M. Stronach d'user de son influence auprès du Parti conservateur et du responsable des affaires constitutionnelles pour promouvoir la tenue d'un référendum au pays.

Je le dis sans méchanceté, car ni le député ni ceux d'entre nous à la Chambre qui croient aux référendums ont beaucoup d'influence sur le ministre. Si M. Stronach